

*Quelle est la tâche de la presse d'un parti ? Avant tout : discuter. Elle doit justifier, développer, défendre les revendications du parti, rejeter et réfuter les prétentions et thèses du parti adverse. Quelle est la tâche de la presse démocratique allemande ? Elle doit démontrer la nécessité de la démocratie face à l'indignité du gouvernement existant qui représente plus ou moins la noblesse, face à l'insuffisance du système constitutionnel qui assure le règne de la bourgeoisie, et face à l'impossibilité où se trouve le peuple de se libérer, aussi longtemps qu'il ne possède pas le pouvoir politique. Elle doit révéler l'oppression des prolétaires, des paysans pauvres et des petits bourgeois — car c'est eux qui constituent, en Allemagne, le « peuple » — par la bureaucratie, les nobles, la bourgeoisie ; expliquer les causes de l'oppression non seulement politique mais avant tout sociale, et indiquer les moyens d'y mettre fin. Elle doit démontrer que la conquête du pouvoir par les prolétaires, les petits paysans et les petits bourgeois est la première condition de la mise en œuvre de ces moyens. Il lui faut en outre examiner la question de savoir si l'on peut compter sur la réalisation prochaine de la démocratie, de quels moyens le parti dispose et à quels autres partis il devrait s'associer tant qu'il est trop faible pour agir seul. — Eh bien, M. Heinzen a-t-il rempli ne fût-ce qu'une de ces tâches ? Pas du tout ! Il ne s'est pas donné cette peine. Il n'a rien expliqué au peuple, autrement dit aux prolétaires, aux petits paysans et aux petits bourgeois. Il n'a jamais analysé la position des classes et des partis. Il n'a fait que jouer les variations sur le thème : cognez, cognez, cognez, dans le tas ! (Friedrich Engels, « Les Communistes et Karl Heinzen », *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, 3 octobre 1847.)*

LA CRITIQUE MORALISANTE ET LA MORALE CRITIQUE CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DE LA CIVILISATION ALLEMANDE CONTRE KARL HEINZEN

Ce n'est point pour répliquer à l'attaque contre Engels que je réponds à M. Heinzen. L'article de M. Heinzen ne rend pas nécessaire une réplique. Je réponds parce que le manifeste heinzenien offre à l'analyse une matière amusante. (K. M.)

[Deutsche-Brüsseler-Zeitung, 28 et 31 octobre, 11, 18 et 25 novembre 1847.]

I

Peu avant et pendant le temps de la Réforme, il s'est formé parmi les Allemands un genre de littérature dont le seul nom frappe : la littérature dite *grobianisch*. De nos jours, nous allons vers une époque de bouleversement analogue au XVI^e siècle. Rien d'étonnant si la littérature *grobianisch*, vulgaire, réapparaît parmi les Allemands. L'intérêt pour l'évolution historique surmonte aisément l'aversion esthétique que cette sorte d'écrivain inflige même à un goût moins cultivé et infligeait déjà aux XV^e et XVI^e siècles.

Plate, fanfaronne, jactancieuse, fière-à-bras, prétentieuse et grossière dans l'attaque, d'une sensibilité hystérique ; brandissant l'épée avec une folle dépense d'énergie et en remontant bien haut pour la laisser retomber inerte ; prêchant constamment la morale et la violant constamment ; pathétique et vulgaire dans un salmigondis des plus comiques ; préoccupée du seul sujet, mais passant toujours à côté du sujet ; opposant avec une égale suffisance à l'intelligence du peuple une culture faussement savante, petite bourgeoise, et à la science le prétendu « bon sens » ; se répandant largement avec bien de la complaisance et de la légèreté, forme plébéienne pour un contenu philistin ; luttant avec le langage littéraire pour lui donner un caractère pour ainsi dire purement corporel ; indiquant volontiers, à l'arrière-plan, le corps de l'écrivain que tous ses doigts démangent de donner quelques preuves de sa force, de montrer ses larges épaules, d'étirer ses membres en public ; proclamant un esprit sain dans un corps sain ; atteint à son insu par les zizanies les plus subtiles et la fièvre corporelle du XVI^e siècle ; cramponnée tout autant à des notions bornées et dogmatiques qu'accrochée, face à toute compréhension, à une pratique mesquine ; fulminant contre la réaction, mais réagissant contre le progrès ; incapable de faire de l'adversaire un portrait ridicule, mais prompt à se couvrir de ridicule en l'invectivant sur tous les tons de la gamme ; Salomon et Marcolph, Don Quichotte et Sancho Pansa, à la fois exaltée et obtuse ; forme rustaude de l'indignation, forme du rustre indigné ; et, planant au-dessus de tout cela, l'atmosphère de conscience *honnête* du bonhomme satisfait de soi — voilà ce que fut la *grobianische Literatur* du XVI^e siècle. Si notre mémoire est exacte, l'esprit populaire allemand lui a dressé un monument lyrique dans la chanson de « Heinecke, le valet robuste ». M. Heinzen a le mérite d'être un des restaurateurs de la littérature *grobianisch* et d'être, à cet égard, une des hirondelles allemandes du printemps des peuples qui approche.

Le manifeste de Heinzen, dans le n° 84 de la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, contre les communistes, nous donne l'occasion immédiate d'étudier cette variété de la littérature dont nous venons de signaler l'intérêt historique pour l'Allemagne. Nous allons décrire le type littéraire représenté par M. Heinzen en nous fondant sur son manifeste, à l'exemple des historiens de la littérature qui caractérisent, d'après les écrits qui nous restent du XVI^e siècle, les écrivains du XVI^e siècle, par exemple le « prédicateur des oies ».

II

Biron : Cache ta tête, Achille; voici venir Hector en armes.

Le roi : Hector n'était qu'un Troyen, comparé à celui-ci.

Boyet : Mais est-ce bien là Hector ?

Du Maine : Je crois qu'Hector n'était pas aussi menu de charpente.

Biron : Ce ne peut pas être Hector.

Du Maine : C'est un dieu ou un peintre, car il fait toutes sortes de mines.

(*Shakespeare, Peines d'amour perdues.*)

Mais il n'y a aucun doute que M. Heinzen ne soit réellement Hector. « Depuis longtemps, nous avoue-t-il, j'ai eu le pressentiment pénible que je mourrais de la main d'un Achille communiste. Maintenant qu'un Thersite m'attaque, je me sens de nouveau enhardi pour parer au danger », etc. Seul un Hector peut pressentir qu'il mourra de la main d'un Achille.

Ou bien M. Heinzen a-t-il puisé son image d'Achille et de Thersite non pas dans Homère, mais dans la traduction de Shakespeare par Schlegel ?

Dans ce cas, il s'attribue le rôle d'Ajax.

Considérons l'Ajax de Shakespeare.

Ajax : Je vais te rompre à l'amabilité !

Thersite : Ma raillerie t'aura plutôt dressé à l'esprit ; mais ton étalon pourrait apprendre une oraison, avant que tu susses une prière par cœur. Tu sais frapper, n'est-ce pas ? Que le farcin t'emporte avec tes ruades !

Ajax : Mauvais champignon, fais-moi connaître la proclamation.

Thersite : Tu es proclamé fou, je crois.

Ajax : Portée de putain !

Thersite : Va ! va !

Ajax : Selle de sorcière !

Thersite : Va, va donc, mauvais baudet vaillant ! Tu ne sers ici qu'à écraser des Troyens ; et les gens du moindre bon sens te font aller comme un esclave barbare... [À Achille :] Vous avez, vous aussi, une grande partie de votre esprit dans vos tendons ; ou bien des gens en ont menti.

Thersite : Un prodige !

Achille : Quoi donc ?

Thersite : Ajax va et vient dans la plaine en se cherchant.

Achille : Comment ça ?

Thersite : Il doit avoir demain un combat singulier avec Hector ; et l'héroïque raclée qu'il va recevoir le rend si prophétiquement fier qu'il extravague sans rien dire.

Achille : Est-ce possible ?

Thersite : Oui, il se pavane comme un paon; un pas, puis une pause; il rumine comme une hôtesse qui n'a d'autre arithmétique que sa tête pour établir ses comptes ; il se mord la lèvre d'un air politique, comme s'il se disait : « Il y a de l'esprit dans cette tête-là : s'il voulait sortir ! » ... J'aimerais mieux être la tique d'un mouton qu'un si vaillant ignare !

(*Shakespeare, Troilus et Cressida.*)

Quel que soit, après tout, le masque sous lequel M. Heinzen veut apparaître, Hector ou Ajax : à peine a-t-il fait son entrée dans l'arène, qu'il annonce aux spectateurs, d'une voix de tonnerre, que son adversaire ne l'a pas « trucidé ». Avec toute l'ingénuité et toute la prolixité épique d'un héros digne du vieil Homère, il expose les raisons de son salut. « Je dois mon salut », nous raconte-t-il, « à un défaut *naturel* ». La « nature » ne m'a pas « adapté » au niveau de l'adversaire. Il le dépasse de deux longueurs de tête, et c'est pourquoi les deux « coups soutenus » de son « petit exécuter » ne purent toucher son « cou littéraire ». M. Engels — on se plaît à le signaler avec insistance — M. Engels est « petit », un « petit exécuter », une « petite personne ». Et puis, on nous le sert avec une de ces formules que nous ne rencontrons que dans les vieilles chansons de geste ou dans le guignol du grand Goliath et du petit David : « Si vous étiez pendu si haut » — à la lanterne — « personne, en vérité, ne saurait vous retrouver ». Voilà l'humour du géant, à la fois drôle et terrifiant.

M. Heinzen a présenté ainsi, de manière « littéraire », non seulement son « cou » mais toute sa « nature », tout son corps. Son « petit » adversaire, il l'a posé à côté de lui, afin de donner, par ce contraste, le relief voulu à sa propre perfection corporelle. Le « petit » monstre porte sous le petit bras une *hache de bourreau*, peut-être une de ces petites guillotines que l'on offrait en 1794 aux enfants, en guise de jouet. Lui, en revanche, le terrible guerrier, ne porte, dans sa pétulance mi-rancœur mi-bouderie, d'autre arme que... la « verge » qui, comme il nous le fait entendre, lui a servi de longue date à « châtier » les « impertinences » des méchants « garçons », des communistes. Le géant se contente d'affronter en *pédagogue* l'« ennemi pas plus haut qu'un insecte », au lieu d'écraser le petit gars « téméraire ». Il se contente de lui parler en *ami des enfants*, de lui infliger une leçon morale et de le réprimander avec la dernière sévérité pour ses méchants vices, surtout pour ses « mensonges », ses « mensonges ineptes d'adolescent », son « insolence », le « ton de gamin », le manque de respect., et pour d'autres défauts de l'âge adolescent. Mais si la verge du preux pédant siffle parfois sans douceur autour des oreilles du pupille, si de temps à autre une parole trop corsée interrompt ses sermons et risque d'en annuler l'effet, il ne faut pas oublier un instant qu'un preux ne saurait enseigner la morale comme des pédants d'école ordinaires, un *Quintus Fixlein* par exemple, et que la *nature* revient par la fenêtre quand on la chasse par la porte. Qu'on veuille bien considérer, en outre, que si les propos d'un gnome comme Engels peuvent nous écœurer par leur obscénité, les propos d'un colosse comme Heinzen résonnent à l'oreille et au cœur aussi majestueusement que les sons de la nature. Allons-nous mesurer le langage des héros à l'aune bornée du langage bourgeois ? Nous n'irons pas croire non plus que Homère, par exemple, retombe dans le genre poissard, lorsqu'il qualifie Ajax, un de ses héros préférés, de « têtue comme un âne ».

Le géant avait été si bien intentionné, quand il montrait, dans le numéro 77 de la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, la fêrue aux communistes ! Et le « petit » monstre qu'il n'avait même pas sommé de prendre la parole — à maintes reprises il exprime son étonnement de preux face à cette inconcevable immodestie du gosse — l'a si mal récompensé ! « Il ne s'agissait pas de donner des conseils, se plaint-il. M. Engels veut me tuer, il veut m'assassiner, le *méchant* homme. »

Et lui ? De même qu'il avait, contre le gouvernement prussien, « commencé avec enthousiasme un combat dans lequel il portait sous l'uniforme de guerrier les propositions de paix, le *cœur de la réconciliation humanitaire* entre les antithèses du temps » (*Karl Heinzen, Un mandat d'amener.*), de même il en avait agi en cette occurrence. Mais : « On a versé sur *l'enthousiasme* l'eau corrosive de la perfidie. » (*Ibid.*)

Isengrin prit l'air sauvage et furieux ; sortant ses griffes,
Il accourut, la gueule ouverte, par bonds terribles.
Plus léger que lui, Goupil échappa à l'assaut de l'ennemi,
Et mouilla prestement la queue velue de son
Eau corrosive, la fit traîner dans la poussière, pour la remplir de sable.
Déjà *Isengrin* pensait le tenir ! Or donc le malicieux
Lui lança la queue dans les yeux, le laissant tout hébété.
Ce n'était pas la première fois qu'il employait cette ruse, et bien des créatures
Avaient éprouvé *la force malfaisante de l'eau corrosive*.
(Goethe, *Maître Renard.*)

« J'ai été républicain, Monsieur Engels, tant que je m'occupais de politique, et mes convictions n'ont pas pirouetté, versatiles et inconsistantes, telles les têtes de maints communistes. » (*Le Manifeste de Heinzen, n° 84 de la Deutsche-Brüsseler-Zeitung.*)

« Révolutionnaire, je le suis, certes, devenu récemment. Conscients de leur propre incorrigibilité, les communistes ont pour tactique de faire des reproches à leurs adversaires, sitôt qu'ils se corrigent. » (*Ibid.*)

M. Heinzen n'est jamais devenu républicain, il l'a été depuis sa naissance politique. De son côté on voit donc l'immutabilité, la perfection immobile, la conséquence. Du côté de ses adversaires, c'est l'instabilité, l'inconstance, la volte-face. M. Heinzen n'a pas été toujours révolutionnaire, il l'est devenu. Cette fois-ci, la volte-face est assurément du côté de M. Heinzen, mais alors la volte-face a aussi retourné son caractère immoral, et la chose s'appelle désormais : « se corriger ». Au contraire, du côté des communistes, l'immutabilité a perdu son caractère hautement moral. Qu'est-elle donc devenue ? L' « incorrigibilité ».

Demeurer sur place ou faire volte-face, l'un et l'autre sont choses morales, l'un et l'autre sont choses immorales ; chose morale du côté du bonhomme, chose immorale du côté de son adversaire. L'art du bonhomme critique consiste précisément à annoncer rouge et noir au moment juste ; le mot juste, au moment juste.

L'ignorance passe généralement pour un défaut. On est habitué à la considérer comme une grandeur négative. Voyons comment la verge magique de la critique bonhomme change un minus de l'intelligence en un plus de la morale.

M. Heinzen rapporte, entre autres, qu'en matière de philosophie, il est encore tout aussi ignorant qu'en 1844. Le « langage » de Hegel lui est resté « toujours aussi indigeste ».

Voilà le fait. Voyons maintenant l'accommodement moral.

Le langage de Hegel ayant été depuis toujours « indigeste » pour M. Heinzen, celui-ci n'est pas retombé dans la prétention immorale, celle « d'Engels et d'autres », de jamais trop se prévaloir de ce même langage hégélien, pas plus qu'on n'a entendu dire jusqu'ici que des paysans de Westphalie se sont « trop prévalus » du langage sanskrit. Or, la vraie attitude morale consiste à éviter l'occasion de l'attitude immorale, et comment pourrait-on mieux se protéger de la tentation immorale de « se prévaloir » d'un langage qu'en ayant la prudence de ne pas comprendre ce langage !

M. Heinzen, qui ne sait rien de la philosophie, n'a donc pas fréquenté — telle est sa conviction — l'« école » des philosophes. Son école, ce fut le « bon sens » et la « vie à plein ».

« Aussi, s'exclame-t-il avec la modeste fierté du juste, suis-je resté à l'abri du danger d'avoir à renier mon école. »

Contre le danger moral de renier une école, il n'y a pas de moyen plus éprouvé que de n'y pas aller !

Toute évolution, quel que soit son contenu, peut être présentée comme une série de divers degrés d'évolution qui sont reliés de manière que l'un d'eux constitue la négation de l'autre. Quand, par exemple, un peuple évolue de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle, il nie son existence politique antérieure. En aucun domaine on ne peut traverser une évolution sans nier son mode d'existence antérieur. Traduit dans le langage de la morale, nier veut dire : renier.

Renier ! avec ce mot de passe, le philistin critique peut stigmatiser toute évolution, sans la comprendre ; il peut lui opposer triomphalement son propre manque d'épanouissement, sa propre immobilité, comme une immaculée vertu morale. Ainsi l'imagination religieuse des peuples a stigmatisé en général l'histoire, en transposant l'âge de l'innocence, l'âge d'or, dans la préhistoire, dans l'âge où nulle évolution historique ne se produisit, donc nulle négation, nul reniement. Ainsi apparaissent aux époques de bouleversement bruyantes, aux temps de négation et de reniements forts et passionnés, comme au XVIII^e siècle, des hommes sages et bien-pensants, des satyres bien élevés et honnêtes, tel Gessner, qui opposent à la perversion historique l'état statique de l'idylle. À l'éloge de ces poètes de l'idylle, et aussi à l'éloge d'un genre de moralistes critiques et de critiques moralisants, on peut toutefois observer qu'ils hésitent scrupuleusement quand il leur faut attribuer la palme de la moralité : au berger ou au mouton ?

Mais laissons le bonhomme s'ébaudir à son aise de sa propre excellence ! Suivons-le là où il *se figure* aller au fond des choses. Partout nous retrouverons la même méthode.

« Ce n'est pas ma faute si M. Engels et d'autres communistes sont trop *aveugles* pour admettre que la *force* domine aussi la *propriété* et que l'injustice dans les *rapports de propriété* n'est maintenue que par la force. — *Fou et lâche*, voilà comment j'appelle quiconque se fait l'ennemi du bourgeois à cause qu'il *fait métier et profit d'argent*, et laisse en paix un roi à cause qu'il *fait métier et profit de la force*. » (*Le Manifeste de Heinzen*, n° 84 de la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*.)

« La force domine aussi la propriété ! »

La propriété est, en tout cas, elle aussi, un genre de pouvoir. Les économistes appellent le capital, par exemple, « le pouvoir sur le travail étranger ».

Nous nous trouvons donc en présence de deux genres de pouvoir : d'une part le pouvoir de la propriété, c'est-à-dire des propriétaires, et d'autre part le pouvoir politique, la puissance de l'État. Dire que « la force domine aussi la propriété », c'est dire que la propriété n'a pas en mains la puissance politique et que celle-ci, au contraire, ne cesse de la vexer, disons par des impôts arbitraires, des confiscations, des privilèges, l'intrusion gênante de la bureaucratie dans l'industrie, le commerce, etc.

En d'autres termes : la bourgeoisie en tant que classe n'est pas encore politiquement constituée. Le pouvoir d'État n'est pas encore son pouvoir à elle. Dans les pays où la bourgeoisie a déjà conquis la puissance politique et où la domination politique n'est autre chose que la domination, non pas du bourgeois individuel sur ses ouvriers, mais de la classe des bourgeois sur l'ensemble de la société, la phrase de M. Heinzen a perdu son sens. Ceux qui n'ont pas de propriété ne sont, naturellement, pas touchés par la domination politique, pour autant qu'elle se rapporte directement à la propriété.

Alors que M. Heinzen croyait donc formuler une vérité aussi éternelle qu'originale, il n'a formulé que l'évidence suivante : il faut que la bourgeoisie allemande conquière la puissance politique. Par conséquent, il dit ce que dit Engels, mais il le dit sans le savoir, croyant tout bonnement qu'il dit le contraire. Il ne fait qu'énoncer pathétiquement, comme une vérité éternelle, un rapport temporaire de la bourgeoisie allemande au pouvoir d'État allemand, et il montre ainsi comment, d'un « mouvement », on fait un « noyau solide ».

« L'injustice dans les rapports de propriété, poursuit M. Heinzen, n'est maintenue que par la force. »

Ou bien M. Heinzen entend ici, par « l'injustice dans les rapports de propriété », la pression dont on a parlé, et que la bourgeoisie allemande subit encore, jusque dans ses intérêts « les plus sacrés », de la part de la monarchie absolue : et il ne fait alors que répéter les propos formulés à l'instant même; ou bien, par « l'injustice dans les rapports de propriété », il entend la condition économique des travailleurs, et alors le sens de sa révélation est le suivant :

À l'heure présente, les rapports *bourgeois* de propriété sont « maintenus » par le pouvoir d'État que la bourgeoisie a organisé pour la défense de ses rapports de propriété. Les prolétaires doivent, par conséquent, renverser la puissance politique partout où elle est déjà aux mains de la bourgeoisie. Il faut qu'ils deviennent eux-mêmes la puissance, et d'abord la puissance révolutionnaire. Une fois de plus, M. Heinzen dit inconsciemment ce qu'Engels dit, mais toujours dans la sincère conviction de dire le contraire. Ce qu'il dit, il ne le pense pas, et ce qu'il pense, il ne le dit pas.

Au demeurant, si la bourgeoisie « maintient » politiquement, c'est-à-dire par son pouvoir d'État, « l'injustice dans les rapports de propriété », ce n'est pas elle qui la *crée*. L'« injustice dans les rapports de propriété », telle qu'elle résulte de la moderne division du travail, de la forme moderne de l'échange, de la concurrence, de la concentration, etc., n'est nullement une conséquence de la domination politique de la classe bourgeoise ; c'est, au contraire, la domination politique de la classe bourgeoise qui est une conséquence de ces rapports de production modernes, proclamés lois nécessaires, éternelles, par les économistes bourgeois. Si donc le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, son triomphe ne sera que passager, ne sera qu'un facteur au service de la *révolution bourgeoise* elle-même, tout comme en l'an 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, dans son « mouvement », ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise. C'est pourquoi le régime de la Terreur ne devait servir en France qu'à faire disparaître comme par enchantement, sous

ses puissants coups de marteau, les ruines féodales du sol français. Timorée et conciliante comme elle l'est, la bourgeoisie ne fût pas venue à bout de cette besogne même en plusieurs décennies. Par conséquent, l'action sanglante du peuple n'a fait que lui préparer les voies. De même, la chute de la monarchie absolue ne serait que momentanée, si les conditions économiques voulues pour la domination de la classe des bourgeois n'étaient pas encore parvenues à maturité. Les hommes se construisent un monde nouveau, non pas au moyen de « biens terrestres », comme le croit la superstition grossière, mais grâce aux conquêtes historiques faites par leur monde, qui est en train de sombrer. Au cours de leur évolution, ils doivent d'abord *produire* eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ou de la volonté ne peut les libérer de cette destinée.

Ce qui caractérise tout le *grobianismus*, toute la grossièreté du « bon sens » qui puise dans la « vie à plein » et n'amointrit pas ses dispositions *naturelles* par des études philosophiques ou autres, c'est qu'il ne voit pas l'*unité* quand il réussit à voir la *différence*, et qu'il ne voit pas la *différence* quand il voit l'*unité*. Lorsqu'il établit des *déterminations distinctes*, elles se pétrifient aussitôt entre ses mains, et il considère comme de la sophistique, et de la plus méprisable, d'entrechoquer ces concepts, ces blocs de bois, de manière telle qu'ils prennent feu.

En disant, par exemple, qu'*argent* et *puissance*, *propriété* et *domination*, *trafic d'argent* et *trafic de pouvoir* ne sont pas la *même chose*, M. Heinzen énonce une *tautologie*, qui est déjà présente dans les seuls mots ; et cette simple distinction de mots vaut pour lui comme un acte héroïque, qu'il revendique, avec toute la conscience du *voyant*, à l'encontre des communistes, qui sont assez « aveugles » pour ne pas s'arrêter à cette première perception puérile.

Comment le « trafic d'argent » se change en « trafic de pouvoir », comment la « propriété » se change en « domination politique », donc comment, au lieu de la distinction fixe que M. Heinzen sanctionne comme un *dogme*, les relations des deux pouvoirs s'établissent jusqu'à leur confusion, de tout cela il peut se convaincre rapidement : il n'a qu'à voir comment les serfs ont *acheté* leur liberté, comment les communes ont *acheté* leurs droits municipaux, comment les bourgeois ont, d'une part, par le commerce et l'industrie, subtilisé l'argent de la poche des seigneurs féodaux et fait se volatiliser en lettres de change leurs biens fonciers; et, d'autre part, ont aidé la monarchie absolue à triompher des grands féodaux minés de la sorte, et lui ont *racheté* des privilèges ; comment ils ont, par la suite, exploité même les crises financières de la monarchie absolue, etc. ; comment les monarchies les plus absolues sont tombées sous la dépendance des barons de la Bourse à cause du système des dettes publiques, produit de l'industrie moderne et du commerce moderne; comment, dans les relations internationales des peuples, le monopole industriel se change directement en domination politique : ainsi, par exemple, les princes de la Sainte-Alliance ne furent dans la « guerre de libération allemande » que les lansquenets à la solde de l'Angleterre, etc.

Cependant, en fixant des différences telles que celle du *trafic d'argent* et du *trafic de pouvoir* comme des vérités éternelles et des *dogmes* inébranlables, dont il connaît « évidemment » tous les arcanes, le *grobianismus* présomptueux du « bon sens » se procure l'état rêvé pour déverser son indignation morale sur l'« aveuglement », la « bêtise » ou la « méchanceté » des adversaires de ces articles de foi —, jouissance bien personnelle qui, dans ses bruyantes expectorations, doit en même temps fournir la bouillie rhétorique où nagent, tel des os, quelques piètres vérités.

Il sera donné à M. Heinzen de voir que la puissance de la propriété peut aboutir, même en Prusse, au *mariage forcé* avec le pouvoir politique. Écoutons-le encore :

« Vous voulez mettre l'accent de l'époque sur les questions *sociales*, et vous ne vous rendez pas compte qu'il n'est pas de *question sociale plus importante* que le dilemme : *royauté* ou *république*. » (*Le Manifeste de Heinzen, op. cit.*)

Tout à l'heure, M. Heinzen ne voyait que la *différence* entre la puissance d'argent et la puissance politique ; maintenant, il ne voit que l'*unité* de la question *politique* et la question *sociale*. Il est vrai qu'il voit en outre l'« aveuglement ridicule » et la « lâche abjection » de ses antipodes.

Les relations *politiques* des hommes sont naturellement aussi des relations *sociales*, comme tous les rapports où des hommes côtoient d'autres hommes. C'est pourquoi toutes les questions qui ont trait aux relations des hommes entre eux sont aussi des questions sociales.

Grâce à cette évidence, qui convient à un catéchisme pour enfants de huit ans, la naïveté grossière, *grobianisch*, s' imagine non seulement avoir dit quelque chose, mais avoir jeté un poids dans la balance des antagonismes modernes.

Il se trouve par hasard que les « questions sociales » que l'on a « traitées à *notre* époque » augmentent d'importance à mesure que nous sortons du domaine de la monarchie absolue. Le socialisme ou communisme est parti non pas de l'Allemagne, mais de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique du Nord.

La première apparition d'un parti communiste vraiment agissant se situe au sein de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle se trouve écartée. Les *républicains* les plus conséquents, les « niveleurs » en Angleterre, Babeuf, Buonarotti, etc., en France, sont les premiers à avoir proclamé ces « questions sociales ». La « Conspiration de Babeuf », écrite par son ami et compagnon de parti Buonarotti, montre comment ces républicains ont puisé dans le « mouvement » historique la conviction qu'en éliminant la question sociale : *royauté* ou *république*, pas une seule « question sociale » au sens du prolétariat ne se trouvait résolue.

La *question de la propriété*, telle qu'elle a été posée à « notre époque », est parfaitement méconnaissable dans la forme que lui a prêtée Heine, ne serait-ce qu'à titre de question : « *s'il est Juste* qu'un tel *possède* tout et l'autre rien, ou qu'en général l'individu *ait le droit* de posséder quelque chose », et d'autres niaiseries, questions de conscience et phraséologie juridique. La question de la propriété se présente très différemment selon les divers degrés d'évolution de l'industrie en général et les degrés particuliers d'évolution de celle-ci dans les différents pays.

Pour le paysan de *Galice*, par exemple, la question de la propriété se réduit à la transformation de la propriété foncière féodale en petite propriété bourgeoise. Elle a pour lui le même sens qu'elle avait pour le paysan *français* avant 1789, tandis que le journalier agricole *anglais* n'a aucune sorte de relation avec le propriétaire foncier. Il n'a de relation qu'avec le fermier, autrement dit le capitaliste industriel qui pratique l'agriculture mécaniquement. De son côté, au contraire, ce capitaliste industriel, qui verse une rente au propriétaire foncier, se trouve directement en rapport avec ce dernier. Abolir la propriété foncière, c'est donc la plus importante question relative à la propriété telle qu'elle existe pour la bourgeoisie industrielle anglaise, et sa lutte contre les lois sur les céréales n'a pas d'autre signification. En revanche, la question de la propriété au sens du journalier agricole anglais comme du travailleur de fabrique anglais, c'est l'abolition du capital.

Dans la Révolution française comme dans la Révolution anglaise, voici comment le problème de la propriété s'est présenté : il s'agissait d'imposer la libre concurrence et d'abolir tous les rapports de propriété féodaux, tels que seigneurie, jurandes, monopoles, etc., devenus entraves pour l'industrie qui s'était développée du XVI^e au XVIII^e siècle.

À « *notre* époque » enfin, la question de la propriété signifie qu'il s'agit de faire disparaître les antagonismes issus de la grande industrie, de l'extension du marché mondial et de la libre concurrence. La question de la propriété fut toujours, selon les différents degrés d'évolution de l'industrie, la question vitale d'une classe déterminée. Au XVII^e et XVIII^e siècles, où il s'agissait de supprimer les rapports de propriété *féodaux*, la question de la propriété fut la question vitale de la classe *bourgeoise*. Au XIX^e siècle, où il s'agit de supprimer les rapports de propriété *bourgeois*, la question de la propriété est une question vitale pour la *classe ouvrière*.

La question de la propriété qui, à « *notre* époque », est une question de portée historique, n'a donc de sens que dans la *société bourgeoise moderne*. Plus cette société est développée, donc plus la bourgeoisie s'est développée économiquement dans un pays, et, par conséquent, plus le pouvoir de l'État a pris une expression bourgeoise, plus la question *sociale* prend un aspect aigu, en France plus aigu qu'en Allemagne, en Angleterre plus aigu qu'en France, dans la monarchie constitutionnelle plus aigu que dans la monarchie absolue, dans la république plus aigu que dans la monarchie constitutionnelle. C'est ainsi, par exemple, que les collisions résultant du système de crédit, de la spéculation, etc., ne sont nulle part plus aiguës qu'en Amérique du Nord. Aussi l'inégalité *sociale* ne se manifeste nulle part avec plus de brutalité que dans les États de l'Est de l'Amérique du Nord, parce que nulle part elle n'est moins fardée d'inégalité politique. Si le paupérisme ne s'y est pas encore autant développé qu'en Angleterre, cela tient à des conditions économiques qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici en détail. En attendant, le paupérisme fait les progrès les plus réjouissants.

« Dans ce pays, où il n'y a pas d'ordres (*Stände*) privilégiés, où toutes les *classes* de la société ont des *droits égaux* » (la difficulté réside pourtant dans l'existence des *classes*) « et où notre population est loin de peser sur

les moyens de subsistance, il est alarmant, dans le fait, de voir le paupérisme s'accroître avec une telle rapidité. » (Rapport de M. Meredith au congrès de Pennsylvanie.)

« Il est prouvé que, dans le Massachusetts, le paupérisme a augmenté de 60 % en 25 ans. » (Cf. *Register de l'Américain Niles*.)

Thomas Cooper, un des plus célèbres économistes nord-américains, radical de surcroît, propose :

« 1° D'interdire le mariage aux non-possédants ;

2° *D'abolir le suffrage universel, car, s'exclame-t-il : « La société a été établie pour protéger la propriété. Ceux que les éternelles lois économiques condamnent à ne rien posséder de toute éternité peuvent-ils raisonnablement prétendre au droit de donner des lois sur la propriété d'autrui ? Quel mobile commun, quel intérêt commun y a-t-il entre ces deux classes d'habitants ?*

Ou bien la classe laborieuse n'est pas révolutionnaire et, dans ce cas, elle défend les intérêts des employeurs de qui dépend son existence. Ainsi, aux dernières élections en Nouvelle-Angleterre, les fabricants, pour s'assurer des voix, avaient fait imprimer sur calicot le nom du candidat, et chacun de leurs ouvriers portait sur le fond de sa culotte ce pan d'étoffe.

Ou bien la classe laborieuse devient révolutionnaire en conséquence de la vie en commun, etc., et dans ce cas la *puissance politique du pays* tombera tôt ou tard entre ses mains, et aucune propriété ne sera plus en sécurité dans ce système. » (Thomas Cooper, *Cours d'économie politique*, Columbia, p. 361 et 365.)

Tout comme en Angleterre les ouvriers constituent un parti politique sous le nom de *chartistes*, ils constituent en Amérique du Nord un parti politique sous le nom de *réformateurs nationaux* : leur cri de guerre n'est nullement « monarchie ou république », mais « domination de la classe ouvrière ou domination de la classe bourgeoise ».

C'est précisément dans la société bourgeoise moderne, avec ses formes politiques correspondantes — État représentatif constitutionnel ou républicain — que « la question de la propriété » est devenue la « question sociale » la plus importante : voilà pourquoi le bourgeois *allemand* ressent absolument le besoin borné d'y mêler sa voix, en prétendant que la question de la *monarchie* est la « question sociale » la plus importante « du temps présent ». De manière tout à fait analogue, le D^r List, dans l'avant-propos de son « *Économie nationale* », exprime en toute naïveté son irritation, lorsqu'il constate que, « par méprise », on considère le *paupérisme* et non les droits protecteurs comme la question sociale la plus importante de notre temps.

IV

La *différence* entre *argent* et *puissance* était en même temps un moyen *personnel* de distinguer les deux champions.

Le « petit » apparaît comme une sorte d'*écorcheur coupeur de bourses* qui s'en prend seulement à des ennemis qui possèdent « de l'argent ». L'homme fort, riche en aventures, lutte, au contraire, contre les « puissants » de cette terre.

Indosso la corazza, e l'elmo in testa. (Ariosto, Roland furieux : « la cuirasse sur le dos et le casque sur la tête ».)

Et, murmure-t-il, « votre personne s'en trouve, du reste, mieux que la mienne ». (*Le manifeste de Heinzen, l. c.*)

Pourtant, ceux qui s'en trouvent le mieux, ce sont les « puissants » de la terre, qui respirent visiblement tandis que M. Heinzen rabroue son écolier :

« Comme tous les communistes, vous êtes à présent devenu incapable de *reconnaître le lien entre la politique et les conditions sociales*. » (*Ibid.*)

Nous venons d'assister à une leçon de morale où le grand homme, avec une *simplicité* surprenante, a dévoilé le *lien* entre la *politique* et les *conditions sociales* en général. Le voilà qui donne maintenant à son élève une leçon d'application *palpable*, en s'en prenant aux *princes*.

Les princes ou la monarchie [*Fürstentum*], raconte-t-il, sont « les auteurs principaux de toute misère et de toute détresse ». Là où la monarchie est abolie, cette manière d'expliquer est, naturellement, abolie du même coup, et

l'économie esclavagiste qui a causé la ruine des républiques antiques, l'économie esclavagiste qui mènera aux conflits les plus terribles dans les États du Sud de la république nord-américaine [Cf. à ce propos *les mémoires de Jefferson, un des cofondateurs de la République américaine, dont il fut plusieurs fois le président.*], le régime esclavagiste peut s'écrier comme John Falstaff : « Puissent les raisons être à aussi bon marché que les mûres ! »

Et avant tout : qui a fait les *princes* et la *monarchie* ?

Fut un temps où le peuple dut placer au sommet les personnalités les plus éminentes, eu égard aux affaires générales. Par la suite, ce poste se transmet héréditairement dans les familles, etc. Et finalement, la bêtise et l'infamie des hommes ont, des siècles durant, toléré cet abus.

Si l'on convoquait un congrès de tous les discoureurs d'estaminet, gens du cru, ils ne pourraient faire d'autre réponse. Et si l'on feuilletait tous les ouvrages de M. Heinzen, ils ne feraient pas d'autre réponse.

Le robuste « bon sens » croit expliquer la *monarchie* en s'en déclarant *l'adversaire*. Mais la difficulté consisterait, pour cet esprit normal, à montrer comment est né l'adversaire du bon sens et de la dignité morale des hommes, et comment il a pu traîner, pendant des siècles, son existence étrangement tenace. Rien de plus simple. Des siècles entiers étaient privés du bon sens et de la dignité morale. En d'autres termes, l'esprit et la morale de plusieurs siècles correspondaient à la monarchie au lieu de s'y opposer. Et c'est précisément cet esprit et cette morale de siècles passés que le « bon sens » d'aujourd'hui ne comprend pas. Il ne comprend pas cet esprit, mais, en revanche, il le *méprise*. Quittant l'histoire, il se réfugie dans la morale, et le voilà qui donne toute la grosse artillerie de son indignation morale.

De la même façon que le « bon sens » politique s'explique ici à lui-même la genèse et la persistance de la monarchie comme l'œuvre de la déraison, le « bon sens » religieux explique l'hérésie et l'incroyance comme des œuvres du diable. De la même manière le « bon sens » irrégulier explique la religion comme l'œuvre de ces diables, les prêtres.

Or, une fois que M. Heinzen a expliqué *l'origine* de la monarchie au moyen de lieux communs moraux, il en résulte tout *naturellement* le « lien de la monarchie avec les conditions sociales ». Écoutez plutôt :

« Un seul homme s'approprie l'État, sacrifie plus ou moins, tant matériellement que moralement, tout un peuple à sa personne et à sa faction ; établit chez ce peuple des degrés d'avilissement, le répartit, en maigres et en gras, en divers *ordres*, et c'est, au fond, par amour de sa seule personne qu'il *fait officiellement* de chaque membre de la société politique *l'ennemi de l'autre*. » (*Le Manifeste de Heinzen, l. c.*)

M. Heinzen aperçoit les princes au sommet de l'édifice social en Allemagne. Il ne doute pas un seul instant qu'ils ont fait dans le passé leur fondement social, et qu'ils le font chaque jour de nouveau. Pour expliquer le lien de la monarchie avec les conditions sociales dont elle est l'expression politique *officielle*, quoi de plus simple que de laisser les princes *faire* ce lien ! Quel est le lien entre les chambres représentatives et la société bourgeoise moderne qu'elles représentent ? Elles l'ont *faite*. L'Olympe politique, avec son appareil et sa hiérarchie, a *fait* ainsi le monde profane dont il est le saint des saints. De même, l'Olympe *religieux* aura fait les conditions profanes qui s'y reflètent de manière imaginaire et divinisée.

Le *grobianisme* qui débite cette sagesse terre-à-terre avec le pathétique convenable doit être naturellement aussi étonné que moralement indigné face à l'adversaire qui s'évertue à lui démontrer que ce n'est pas la pomme qui a fait le pommier.

L'historiographie moderne a démontré que la *monarchie absolue* fait son apparition dans les périodes de transition, où les vieux ordres féodaux déclinent et où l'ordre des bourgeois, le *Bürgerstand*, se transforme progressivement en classe bourgeoise moderne, devient la *Bourgeoisklasse*, sans qu'un des partis en lutte ait encore pu venir à bout de l'autre. Les éléments sur lesquels s'édifie la monarchie absolue ne sont, par conséquent, nullement son produit ; ils en constituent plutôt la prémisses sociale dont la genèse historique est trop connue pour qu'on la redise ici. Qu'en Allemagne, la monarchie absolue se soit formée plus tard et dure plus longtemps, cela peut s'expliquer seulement par le fait que la classe bourgeoise allemande s'est mal développée, s'est rabougriée. L'énigme de ce développement-là, on en trouve la clef dans l'histoire du commerce et de l'industrie.

Le déclin de la petite bourgeoisie des villes libres d'Allemagne, l'anéantissement de la chevalerie, la défaite des paysans — dont est issue la souveraineté des princes —, la ruine de l'industrie allemande et du commerce allemand qui reposaient entièrement sur des institutions médiévales, au moment précis où le marché mondial moderne s'ouvre et où la grande manufacture prend son essor; la dépopulation et l'état barbare laissé par la guerre de Trente ans —, le caractère des branches industrielles nationales renaissantes, telles que la petite industrie linière, auxquelles correspondent des conditions et des institutions patriarcales; le caractère des articles d'exportation, qui appartenaient pour la plupart à l'agriculture et ne faisaient donc qu'accroître presque exclusivement les ressources matérielles de la noblesse campagnarde, et partant sa puissance relative face aux bourgeois; la position inférieure de l'Allemagne sur le marché mondial en général, grâce à quoi les subsides payés aux princes par des étrangers devenaient une source principale du revenu national, les bourgeois se trouvant de ce fait dans la dépendance de la Cour, etc. : toutes ces conditions, qui ont produit la forme de la société allemande et l'organisation politique correspondante, se changent pour le *grobianisme* du bon sens en quelques vérités sentencieuses, dont le fond se réduit à cette affirmation : la « monarchie allemande » a fait, et refait chaque jour à nouveau, la « société allemande ».

Il est facile d'expliquer l'illusion optique qui permet au bon sens de « reconnaître » dans la monarchie la source jaillissante de la société allemande, au lieu de voir dans la société la source jaillissante de la monarchie.

Il s'aperçoit au premier coup d'oeil — coup d'oeil qu'il prend pour celui d'un aigle — que les princes allemands maintiennent et conservent l'ancienne situation sociale allemande, dont dépend entièrement leur existence politique, et qu'ils *réagissent* violemment contre les éléments dissolvants. Il voit d'autre part les éléments dissolvants lutter tout autant contre la puissance des princes. Les cinq sens bien portants prouvent donc, tout à la fois, que la monarchie est le *fondement* de la vieille société, de sa nature hiérarchique, de ses partis pris et de ses antagonismes.

Or, quand on l'examine de près, ce phénomène ne fait que réfuter l'opinion grossière dont il est l'innocente occasion.

Le rôle violemment réactionnaire que joue la monarchie prouve simplement que, dans les pores de la vieille société, une nouvelle société s'est formée peu à peu, qui doit aussi ressentir l'enveloppe politique — carapace naturelle de la vieille société — comme une entrave contre nature et qu'il lui faut faire éclater. Moins ces éléments sociaux nouveaux et dissolvants sont développés, plus conservatrice apparaît la réaction, même la plus violente, de l'ancienne puissance politique. Plus les éléments sociaux nouveaux et dissolvants sont développés, plus réactionnaire apparaît la tentative conservatrice, même la plus inoffensive, de l'ancienne puissance politique. La réaction du régime monarchique, au lieu de prouver que c'est lui qui fait la vieille société, prouve au contraire que c'en est fait de lui, dès que les conditions matérielles de la vieille société ont fait leur temps. Sa réaction est en même temps la réaction de la vieille société, qui est encore la société *officielle*, et se trouve encore, par conséquent, en *possession officielle* de la puissance, ou en possession de *la puissance officielle*.

Lorsque les conditions de vie matérielles de la société se sont développées jusqu'à un point où la transformation de son organisation politique officielle est devenue pour elle une nécessité vitale, toute la physionomie de l'ancienne puissance politique subit un changement. Ainsi la monarchie absolue, au lieu de centraliser — et c'était là son activité civilisatrice proprement dite — tente-t-elle de *décentraliser*. Issue de la défaite des ordres féodaux, participant elle-même très activement à leur destruction, elle tâche de sauvegarder ne fût-ce que *l'apparence* des distinctions féodales. Ayant jadis favorisé le commerce et l'industrie, donc simultanément l'essor de la classe bourgeoise, comme autant de conditions nécessaires de la puissance nationale ainsi que de sa propre splendeur, la monarchie absolue fait, désormais et partout, obstacle au commerce et à l'industrie, qui sont devenus des armes de plus en plus dangereuses entre les mains d'une bourgeoisie déjà puissante. De la *ville*, berceau de son élévation, elle jette un regard angoissé et terni sur la *campagne* qu'ont engraisée les cadavres de ses anciens adversaires à la taille de géant.

En fait, M. Heinzen n'entend par « lien de la politique avec les conditions sociales » que le lien des princes allemands avec la détresse allemande et la misère allemande.

Comme toute autre forme d'État, la monarchie ne pèse directement sur la classe ouvrière, matériellement parlant, que sous l'aspect des *impôts*. Les impôts sont l'existence de l'État dans son expression économique. Fonctionnaires et prêtres, soldats et danseuses d'opéra, maîtres d'école et sbires, musées grecs et tours gothiques, liste civile et annuaire militaire : la semence commune où sommeillent, tels des embryons, toutes ces existences fabuleuses, ce sont les... *impôts*.

Et quel bourgeois raisonneur n'aurait pas renvoyé le peuple affamé aux impôts, à l'argent mal acquis des princes, source de sa misère ?

Les princes allemands et la détresse allemande ! En d'autres mots : les impôts, grâce auxquels les princes mènent joyeuse vie et que le peuple paie de sa sueur et de son sang !

Quelle matière inépuisable pour des sauveurs de l'humanité au talent de hâbleurs !

La monarchie coûte fort cher. Personne n'en doute. Regardez seulement le budget nord-américain et comparez ce que nos 38 patries, ces principicules, ont à payer pour être administrées et réglementées ! Non, ce ne sont pas les communistes qui répondent aux exhortations bruyantes de cette démagogie prétentieuse : ce sont les économistes *bourgeois*, les Ricardo, les Senior, etc., et cela en deux mots.

L'existence économique de l'État, ce sont les *impôts*.

L'existence économique du travailleur, c'est le *salaire*.

Reste à déterminer : le *rapport* entre impôts et salaire.

Le salaire moyen est nécessairement réduit, par la concurrence, au minimum, c'est-à-dire à un salaire qui permet aux travailleurs de faire traîner péniblement leur existence et l'existence de leur race. Les impôts forment une partie de ce minimum, car la tâche politique des travailleurs consiste précisément à payer des impôts. Si l'on supprimait radicalement tous les impôts qui pèsent sur la classe ouvrière, il s'ensuivrait nécessairement que le salaire serait diminué de tout le montant des impôts qui y entre de nos jours. Par conséquent, ou bien le *profit* des employeurs croîtrait immédiatement dans la même mesure, ou bien il n'y aurait eu qu'une simple modification dans la *forme* de la perception des impôts. Au lieu d'avancer simultanément, comme il fait aujourd'hui, dans le salaire les impôts que le travailleur doit payer, il ne les paierait plus par cette voie détournée, mais directement à l'État.

Si, dans l'Amérique du Nord, le salaire est plus élevé qu'en Europe, ce n'est nullement la conséquence d'impôts moindres. C'est la conséquence de la situation territoriale, commerciale et industrielle. La demande de main-d'œuvre est, par rapport à l'offre de main-d'œuvre, de loin plus grande qu'en Europe. Cette vérité, n'importe quel étudiant la connaît déjà en lisant Adam Smith.

Pour la bourgeoisie, en revanche, le mode de répartition et de perception des impôts, tout autant que leur emploi, est une question vitale, tant pour son influence sur le commerce et l'industrie que parce que les impôts sont la corde d'or avec laquelle on étrangle la monarchie absolue.

Après avoir fourni ces éclaircissements profonds sur le « lien de la politique avec les conditions sociales » et des « rapports de classe » avec la puissance de l'État, M. Heinzen s'exclame triomphalement :

« Lors de ma propagande révolutionnaire, je ne suis évidemment pas tombé dans la faute des " communistes bornés ", je n'ai pas apostrophé les hommes selon le seul " critère de classe ", je ne les ai pas *excités* les uns contre les autres suivant le " métier " qu'ils exercent : c'est que j'envisage la " possibilité " que l' " humanité " ne soit pas toujours déterminée par la " classe " ou par la " grosseur du porte-monnaie ". »

Le bon sens « *grobianisch* » transforme la différence de classe en « grosseur du porte-monnaie » et l'antagonisme de classe en « démêlés de métier ». La grosseur du porte-monnaie est une différence purement quantitative, par quoi l'on peut à volonté *exciter* l'un contre l'autre deux individus de la *même* classe. Il est bien connu que les *corporations* médiévales s'opposaient les unes aux autres « suivant le *métier* ». Mais l'on sait également que la différence moderne des classes ne repose nullement sur le « métier », et que c'est plutôt la division du travail à l'intérieur de la *même* classe qui produit des modes de travail très *différents*.

Et cet « esprit borné » qui lui est tout personnel, et qu'il a puisé dans sa « vie à plein » toute personnelle et dans son « bon sens » tout personnel, M. Heinzen l'appelle « esprit borné des communistes ».

Admettons un instant que M. Heinzen sache de quoi il parle, donc qu'il ne parle ni de la « grosseur » des porte-monnaie ni des « démêlés de métier ».

Il est très « possible » que des individus isolés ne soient pas « toujours » déterminés par la classe à laquelle ils appartiennent : ce fait est aussi peu décisif pour la lutte des classes que le fut, pour la Révolution française, la conversion de quelques nobles au tiers état. Du moins, ces nobles se ralliaient-ils à une *classe*, à la classe révolutionnaire, à la bourgeoisie. Mais M. Heinzen fait disparaître toutes les classes devant l'idée solennelle de « l'humanité ».

Toutefois, si M. Heinzen croit que des *classes entières*, qui reposent sur des conditions *économiques* indépendantes de leur volonté et sont jetées, par ces conditions, dans l'antagonisme le plus hostile, peuvent s'échapper de leur situation réelle grâce à la qualité d' « humanité » attachée à tous les hommes, combien doit-il être facile à un prince *unique* de s'élever, moyennant son « humanité », au-dessus de sa « qualité de prince », au-dessus de son « métier de prince » ? Pourquoi en veut-il à Engels, quand celui-ci aperçoit à l'arrière-plan de ses phrases révolutionnaires un « brave empereur Joseph » ?

Or, si, d'une part, M. Heinzen efface *toutes* les différences, en s'adressant vaguement à « l'humanité » des Allemands, de manière telle qu'il devrait inclure les princes eux-mêmes dans ses exhortations, il se voit, d'autre part, forcé de constater *une différence* entre les *hommes* allemands, car sans différence pas d'antagonisme, et sans antagonisme pas de matière à capucinades politiques.

Ainsi M. Heinzen *divise* les hommes allemands en *princes* et en *sujets*. Voir et énoncer cette opposition, c'est, de sa part, une manifestation de force morale, une preuve de hardiesse individuelle, d'intelligence politique, de sentiment humain révolté, de perspicacité sérieuse, de louable bravoure. Et l'on ferait preuve d'aveuglement intellectuel, de mentalité policière, si l'on faisait remarquer qu'il y a des sujets privilégiés et des sujets non privilégiés ; que les premiers ne voient nullement dans la hiérarchie politique une gradation avilissante, mais une ligne ascendante qui favorise l'élévation ; qu'enfin, parmi les sujets pour qui le statut de sujet équivaut à une entrave, le poids de cette entrave est à son tour apprécié de différentes façons.

Or voici qu'arrivent les communistes « bornés », et ils ne voient pas seulement la *différence* politique entre un prince et un sujet, mais encore la différence sociale des *classes*. Si la grandeur morale de M. Heinzen consistait, il y a un instant, à reconnaître et à énoncer la différence, à présent sa grandeur consiste plutôt à ne pas la voir, à en faire abstraction et à la dissimuler. Le langage de la révolution, qui désigne *l'antagonisme*, devient langage de la réaction : par malveillance, il « excite » les uns contre les autres des frères unis dans *l'humanité*.

Il est notoire que peu de temps après la révolution de Juillet, la bourgeoisie victorieuse décréta dans les *lois de septembre*, et cela probablement par « humanité », qu' « exciter les diverses classes du peuple les unes contre les autres » était un grand crime politique passible de prison, d'amende, etc. On sait en outre que les journaux bourgeois anglais ne connaissent pas de meilleur moyen de dénoncer les dirigeants chartistes et les écrivains chartistes que de leur reprocher d'exciter diverses classes du peuple les unes contre les autres. On sait même que des écrivains allemands languissent dans des forteresses pour avoir excité diverses classes du peuple les unes contre les autres.

M. Heinzen ne parle-t-il pas cette fois le langage des lois françaises de septembre, des feuilles bourgeoises anglaises et du code pénal prussien ? Mais non. Le bienveillant M. Heinzen craint seulement que les communistes ne « *cherchent à assurer* aux princes une fontanelle révolutionnaire ». C'est ainsi que les libéraux *belges* assurent que les *radicaux* s'entendent en secret avec les catholiques ; les libéraux *français* assurent que les *démocrates* s'entendent avec les légitimistes ; les partisans anglais du libre-échange assurent que les *chartistes* s'entendent avec les tories. Et le libéral M. Heinzen assure que les *communistes* s'entendent avec les princes.

L'Allemagne a une déveine germano-chrétienne toute particulière, comme je l'ai déjà expliqué dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher*. Sa bourgeoisie a pris un tel retard qu'elle commence sa lutte contre la monarchie absolue et cherche à fonder sa puissance politique au moment où, dans tous les pays évolués, la bourgeoisie est déjà engagée dans le combat le plus violent avec la classe ouvrière, et où ses illusions politiques se sont déjà évanouies dans la conscience européenne. Dans ce pays, où la misère politique de la monarchie absolue continue à subsister avec toute une suite d'ordres et d'institutions féodales en décomposition, il existe déjà partiellement, d'autre part, en conséquence du développement industriel et de la dépendance de l'Allemagne du marché mondial, des antagonismes modernes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, avec la lutte qui en découle : exemple, les révoltes ouvrières en Silésie et en Bohême. La bourgeoisie allemande se trouve donc déjà en opposition avec le prolétariat, avant même de s'être constituée politiquement comme classe. La lutte entre les « sujets » a éclaté, avant même que princes et nobles aient été chassés du pays, en dépit de toutes les chansons de Hambach.

Cet état de choses contradictoire, qui se reflète naturellement dans la littérature allemande, M. Heinzen ne saurait se l'expliquer qu'en en chargeant la *conscience* de ses adversaires et en l'interprétant comme une conséquence des menées contre-révolutionnaires des communistes.

Cependant, les travailleurs allemands savent fort bien que la *monarchie absolue* n'hésite pas ou ne peut hésiter un instant à les accueillir à coups de canon et à coups de fouet, elle qui est au *service de la bourgeoisie*. Pourquoi préféreraient-ils, dès lors, les vexations brutales du gouvernement absolu, avec sa suite mi-féodale, à la *domination directe des bourgeois* ? Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. En dépit de tout cela, ils ne partagent pas les illusions bourgeoises de M. Heinzen. Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la *révolution bourgeoise* comme une condition de la *révolution des ouvriers*. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur *but final*.

Telle est réellement l'attitude des travailleurs, et les chartistes *anglais* en ont donné un exemple éclatant dans le mouvement tout récent de l'*Anti-Corn-Law-League*. Pas un instant, ils n'ont ajouté foi aux mensonges et inventions des radicaux bourgeois ; pas un instant, ils n'ont cessé de les combattre ; mais ils ont, en toute conscience, aidé leurs ennemis à triompher des Tories ; et, le lendemain de l'abrogation des lois sur les céréales, s'affrontaient aux élections non plus les Tories et les *free-traders*, les libres-échangistes, mais les *freetraders* et les chartistes. Et face à ces radicaux bourgeois, ils ont conquis des sièges au parlement.

Pas plus qu'il ne comprend les travailleurs, M. Heinzen ne comprend les *libéraux bourgeois*, alors qu'il travaille ardemment et inconsciemment à leur service. Il croit nécessaire de répéter à leur égard les vieilles formules contre la « bonhomie et l'humilité allemandes », la *deutsche Gemütlichkeit und Demut*. Lui, ce brave homme, prend très au sérieux ce que débitait un Camphausen ou un Hansemann en fait de phrases serviles. Messieurs les bourgeois souriraient de cette naïveté. Ils savent mieux où le bât les blesse. Ils savent que, lorsqu'il y a une révolution, la *plèbe* devient insolente et ne se fait pas prier. C'est pourquoi messieurs les bourgeois cherchent, autant que possible, à transformer sans révolution, à l'amiable, la monarchie *absolue* en monarchie *bourgeoise*.

Or la monarchie absolue, en Prusse comme autrefois en Angleterre et en France, ne se laisse pas bénévolement transformer en monarchie bourgeoise. Elle n'abdique pas de bon gré. Les princes ont les mains liées, et par les avantages personnels et par toute une bureaucratie civile, militaire et ecclésiastique — éléments de la monarchie absolue qui ne veulent à aucun prix échanger leur position dominante contre une position de serviteurs vis-à-vis de la bourgeoisie. D'un autre côté, les ordres féodaux freinent le mouvement : pour eux, il s'agit d'être ou de ne pas être ; autrement dit, il s'agit de propriété ou d'expropriation. Il est clair que, malgré tous les hommages serviles de la bourgeoisie, le monarque absolu voit son vrai intérêt du côté de ces ordres.

Pas plus que les phrases doucereuses d'un Lally-Tolendal, d'un Mounier, d'un Malouet, d'un Mirabeau ne purent séduire un Louis XVI et le décider à se rallier résolument à la bourgeoisie en prenant position contre les féodaux et les déchets de la monarchie absolue, les chants de sirène d'un Camphausen ou d'un Hansemann ne persuaderont Frédéric-Guillaume IV. Mais M. Heinzen n'a affaire ni à la bourgeoisie ni au prolétariat en Allemagne. Son parti, c'est le « parti des hommes », c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts « bourgeois » en les déguisant en buts « humains », sans se rendre clairement compte du lien de la phraséologie idéaliste avec son noyau réaliste.

V

À son parti, le parti des *hommes*, ou à l'*humanité* ayant demeure en Allemagne, le fondateur d'États Karl Heinzen offre la « meilleure République », la république la meilleure couvée par lui-même, la « République fédérative pourvue d'institutions sociales ». *Rousseau* conçut jadis pour les Polonais, et *Mably* pour les Corses, l'ébauche du meilleur monde politique. Le grand citoyen de Genève a trouvé un successeur plus grand encore.

« Je suis assez modeste (quelle modestie !) pour ne pouvoir composer une république qu'avec des éléments républicains, tout comme je ne saurais composer une fleur qu'avec des pétales. » (*Le Manifeste de Heinzen*, l. c.)

Un homme qui s'entend à *composer* de *pétales* une fleur, ne fût-ce qu'une pâquerette, un *Gänseblümchen*, ne peut vraiment pas échouer en composant la « meilleure République », quoi qu'en pense le monde des méchants.

En dépit de toutes les mauvaises langues, le brave fondateur d'États choisit l'exemple des chartes de la République nord-américaine. Ce qui lui paraît choquant, il l'efface avec son pinceau grossier, *grobianisch*. Il fabrique ainsi une édition amendée — *ad usum Delphini*, c'est-à-dire au seul profit de « l'homme allemand ». Et après avoir ainsi ébauché « l'image de la république, savoir, d'une république bien déterminée », il soulève son « petit » écolier irrespectueux « par ses oreilles communistes » et le terrasse par la question : sauriez-vous, vous aussi, « faire » un monde, « le meilleur des mondes » ? Et il ne se lasse pas de « soulever » le « petit » par ses « oreilles communistes », jusqu'à ce qu'il lui ait « plaqué » le « nez » sur l'image gigantesque du monde « nouveau », la meilleure république. L'image colossale du monde conçu par lui, il l'a, en fait, accrochée de ses propres mains au sommet le plus élevé des Alpes suisses.

Cacatum non est pictum, « déféquer n'est pas peindre », siffle la voix du « petit » serpent impénitent.

Et Ajax, le républicain, épouvanté, de laisser tomber à terre le Thersite communiste, et de proférer, de sa poitrine velue et altière, ces paroles terribles : « Vous poussez le ridicule à son comble, monsieur Engels ! » Et réellement, monsieur Engels ! Ne croyez-vous pas que le « système fédératif américain » soit la « meilleure forme politique qu'à ce jour la science du gouvernement ait découverte ? » Vous secouez votre petite tête ? Quoi ? Vous niez en somme que le « système fédératif américain » ait été « découvert » par la science du gouvernement ? Et qu'il existe, *in abstracto*, des « formes politiques de la société » qui soient « les meilleures » ? Mais alors — c'est la fin de tout !

Vous êtes en même temps assez « impudent et dépourvu de scrupules » pour nous signifier que le rude Allemand qui voudrait faire profiter sa chère patrie de la constitution nord-américaine — embellie et amendée, par-dessus le marché — ressemble à ce commerçant idiot qui copiait les livres de comptes de son riche concurrent, croyant qu'une fois en possession de cette copie il s'était assuré également la possession de la richesse enviée !

Et vous nous menacez de la « hache du bourreau » sous le *petit bras*, de la petite guillotine dont on vous a fait cadeau, en 1794, en guise de jouet ? Barbaroux, murmurez-vous, et d'autres gens qui avaient grandi en long et en large furent alors, pendant que nous jouions à la guillotine, raccourcis de toute une tête, pour avoir accidentellement déclaré que le « système fédératif américain » était la « meilleure forme politique ». Voilà ce qui arrivera à tous les autres Goliath qui, lors d'une quelconque révolution démocratique en Europe, et surtout dans une Allemagne encore entièrement morcelée par la féodalité, s'aviseraient de vouloir mettre à la place de la république *une* et indivisible, et de sa centralisation niveleuse, le « système fédératif américain ».

Mais grand Dieu ! Les hommes du Comité de salut public et les jacobins sanguinaires derrière eux étaient des monstres, et la « meilleure » république de Heinzen a été « découverte » par la « science du gouvernement », jusqu'ici connue pour être la « meilleure forme politique » pour des « hommes », pour des hommes bons, pour des hommes humains !

Réellement ! « Vous poussez le ridicule à son comble, monsieur Engels ! »

Notre Hercule fondateur d'États ne copie d'ailleurs pas vraiment la « république fédérative » dans les moindres détails. Il l'agrémente d' « institutions sociales », il « réglera les rapports de propriété d'après des principes rationnels », et les sept grandes « mesures » par lesquelles il supprimait les « anomalies » de la vieille société bourgeoise ne sont aucunement les rognures maigres et pauvres obtenues en mendiant dans ces abjectes gargotes modernes, socialistes et communistes. C'est aux « Incas » et aux « livres pour enfants de Campe » que le grand Karl Heinzen est redevable de ses recettes pour l'« humanisation de la société », tout comme il est redevable de cette dernière formule si profonde non pas au philosophe et Poméranien Ruge, mais à un « Péruvien » blanchi sous le harnais de la sagesse. Et voilà ce que M. Engels qualifie d'élucubrations gratuites de petit-bourgeois visant à réformer le monde !

Nous vivons, bien sûr, à une époque où « les bons disparaissent de plus en plus » et où les « meilleurs » ne sont même pas compris.

Prenez, par exemple, un citoyen quelconque, bien pensant, et demandez-lui de vous dire en conscience de quoi souffrent les « rapports de propriété » actuels ? Et le brave homme posera son index sur le bout de son nez,

respirera deux fois, profondément et pensivement, et puis vous sortira « humblement » que c'est une honte que beaucoup de gens ne possèdent « rien », pas même le strict nécessaire, et que d'autres amassent des millions d'une aristocratique impudence, et ce non seulement au détriment de gueux privés de tout, mais aussi d'honorables bourgeois ! *Aurea mediocritas*, médiocrité dorée ! s'exclamera le brave membre de la classe moyenne ! Il suffirait d'éviter les extrêmes ! Quelle est la constitution raisonnable qui serait compatible avec ces extrêmes, avec ces extrêmes hautement condamnables !

Et maintenant, jetez un regard sur la « république fédérative » de Heinzen, avec ses « institutions sociales » et ses sept mesures pour l'« humanisation de la société ». Chaque citoyen s'y voit garanti un « minimum » de fortune au-dessous duquel il ne saurait tomber, et on lui prescrit un maximum de fortune qu'il ne doit pas transgresser. M. Heinzen n'a-t-il pas résolu toutes les difficultés en reprenant, sous la forme de décrets d'État, le pieux désir de tous les braves bourgeois, et en le comblant justement par là afin que personne n'ait trop ni trop peu ? Et c'est de cette même façon, aussi simple que grandiose, que M. Heinzen a résolu l'ensemble des conflits économiques. Il a réglé la propriété d'après des *principes raisonnables* et conformes à l'honnête équité. Et n'allez surtout pas lui objecter que les « règles raisonnables » de la propriété sont précisément ces « lois économiques » dont la froide nécessité fera obligatoirement échouer toutes les « mesures » équitables, fussent-elles recommandées par des Incas et les livres pour enfants de Campe, et réchauffées par les patriotes les plus vigoureux !

Qu'il est injuste de faire valoir des considérations *économiques* à l'égard d'un homme qui « ne se vante pas », comme tant d'autres, de ses « études économiques », mais qui a su, au contraire, conserver jusqu'ici, par modestie, dans tous ses ouvrages, l'apparence virginale qu'il lui faudra encore faire les premières études d'économie politique ! Il faut justement savoir beaucoup de gré à la culture primitive de cet homme, qui sait rappeler à son minuscule ennemi communiste, d'un air grave, toutes les considérations qui avaient déjà à partir de 1842 pénétré toute la vie allemande, par le canal de la *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, telles les idées sur la propriété « acquise », la « liberté et l'individualité personnelles », etc. En vérité, ce qui révèle la grande démoralisation de certains écrivains communistes, c'est qu'ils choisissent des adversaires économiquement et philosophiquement instruits, et qu'en revanche, ils n'ont pas de réponse pour les « humbles » trouvailles du grossier bon sens, auquel ils devraient avant tout apprendre les notions élémentaires sur les conditions économiques de la société bourgeoise existante, afin d'en pouvoir discuter avec lui par la suite.

Étant donné que, par exemple, la *propriété privée* n'est pas un simple rapport, et encore moins une notion abstraite, un principe, mais qu'elle réside dans l'ensemble des rapports de propriété *bourgeois* — car il ne s'agit pas de la propriété privée subordonnée, périmée, mais de la propriété privée bourgeoise existante —, étant donné que tous ces rapports de production bourgeois sont des rapports de classe, vérité que n'importe quel écolier doit avoir apprise chez son Smith ou Ricardo : il s'ensuit que la transformation, voire la suppression de ces rapports ne peut naturellement résulter que d'une transformation de ces classes et de leur relation réciproque. Or, un changement dans la relation de classes est... un changement historique, un produit de l'ensemble de l'activité sociale, en un mot : le produit d'un « mouvement historique » déterminé. L'écrivain peut, certes, servir d'organe à un mouvement historique, mais il va de soi qu'il ne peut pas créer ce mouvement.

Pour expliquer, par exemple, l'abolition des rapports de propriété féodaux, les historiens modernes ont dû analyser le mouvement dans lequel la bourgeoisie s'est élevée jusqu'au point où ses conditions d'existence ont été suffisamment développées pour qu'elle pût supprimer tous les ordres féodaux et son propre mode d'existence féodal, et partant les rapports de production féodaux au sein desquels ces ordres féodaux produisaient. L'abolition des rapports de propriété féodaux et la création de la société bourgeoise moderne ne furent donc nullement le résultat d'une certaine doctrine, qui partait d'un principe théorique déterminé en guise de *noyau* et qui en tirait d'autres conséquences. Tout au contraire, les principes et les théories que les écrivains de la bourgeoisie établirent au cours de sa lutte contre le féodalisme ne furent que l'expression théorique du mouvement pratique, et il est même possible de voir, dans le détail, comment cette expression fut plus ou moins utopique, dogmatique, doctrinaire, suivant qu'elle appartenait à une phase plus ou moins évoluée du mouvement réel.

Et c'est dans ce sens qu'Engels fut assez imprudent pour parler à son terrible adversaire, l'Hercule fondateur d'États, du communisme qui, pour autant qu'il est une théorie, est l'expression théorique d'un « mouvement ».

Mais voici que notre homme énergique s'exclame avec indignation et rudesse : « Je voulais insister sur les conséquences pratiques, je voulais amener les " représentants " du communisme à reconnaître ces conséquences-là », à savoir ces conséquences absurdes, lesquelles, pour qui n'a que des idées fantaisistes sur la propriété privée

bourgeoise, sont liées nécessairement à la suppression de cette dernière. Il voulait ainsi forcer son Engels « à plaider pour toutes les insanités » dont, suivant l'honnête plan de M. Heinzen, « il aurait fait débailage ». Or Engels, ce maître Renard, a déçu si amèrement le brave Ysengrin qu'il ne trouve même plus, dans le communisme, un « noyau » à « croquer » et se demande donc, tout étonné, « comment on prépare ce phénomène pour pouvoir le manger » !

Et c'est en vain que le brave homme cherche à se calmer par des saillies spirituelles, en demandant, par exemple, si un mouvement historique est un « mouvement du cœur », etc., et en évoquant même l'esprit du grand « Ruge » pour lui déchiffrer cette énigme de la nature !

« Après ce qui est arrivé, s'écrie notre homme désabusé, mon cœur bat au rythme *d'airs de Sibérie* ; après ce qui est arrivé, je ne flaire que trahison et je rêve de sournoiserie. » (*Un mandat d'amener, par Karl Heinzen.*)

Et en fait, il s'explique l'affaire, en dernière instance, en affirmant qu'Engels « renie son école », qu'il « commence une retraite aussi lâche que ridicule », qu'il « compromet tout le genre humain, à seule fin de ne pas être compromis dans sa personne », qu'il « renie ou abandonne le parti au moment décisif » ; et il ajoute encore d'autres éclats de fureur du même genre moralisateur. Il en agit de même avec les distinctions faites par Engels entre le « socialisme vrai » et le « communisme », entre les systèmes utopiques communistes et le communisme critique : il n'y voit que « trahison et sournoiserie ». Bien mieux, ce ne sont que distinctions jésuitiques inventées « après coup », parce qu'il semble bien que, jusqu'à ce jour, elles n'aient pas été rapportées à M. Heinzen tout au moins, ni qu'elles lui aient été soufflées par la bourrasque de la vie à plein !

Et avec combien d'esprit M. Heinzen sait-il interpréter ces antithèses, dans la mesure où elles ont trouvé une expression littéraire ! « Voici Weitling, qui est bien plus intelligent que vous, et peut à coup sûr être considéré comme un communiste. » Ou ceci : « Or donc, supposons que M. Grün *veuille* être communiste et qu'il se mette à exclure Engels ? »

Parvenu à ce point, il va de soi que le brave homme — qui n'a su « s'émanciper au point de considérer comme superflue, parmi des êtres raisonnables, la *bonne foi*, quelque vieux jeu qu'elle soit » — nous sert les *mensonges* les plus absurdes, par exemple qu'Engels aurait aimé, lui aussi, écrire sur le « mouvement social en Belgique et en France », mais qu'il aurait été « devancé par Karl Grün ». Il n'aurait alors pas pu « trouver d'éditeur pour son rabâchage ennuyeux », et M. Heinzen de multiplier les inventions de ce genre, déduites comme « conséquences d'un certain principe ».

Que la critique moralisante ait une fin si lamentable, c'est, dans sa « nature », et il ne faut pas du tout y voir une tare personnelle d'Ajax, fils de Télamon. Avec toutes les inepties et vulgarités, notre saint *grobianiste* a la satisfaction morale d'être sot et vulgaire par conviction, donc un gaillard sans faille. Mais quelles que soient les conséquences des « faits » que le grand Karl Heinzen lui-même laisse tranquillement « suivre leur cours » : « quant à moi », s'exclame-t-il en se frappant trois fois sa loyale poitrine, « j'emporte en attendant avec moi, en toute confiance, mon principe, et je n'en fais pas mystère lorsqu'on vient m'interroger à son sujet ».

Heinrich XLII de Reuss-Schleitz-Ebersdorf chevauche, lui aussi, son principe, et cela depuis une vingtaine d'années.

N. B. — Nous recommandons à nos lecteurs de la *Deutsche-Brüsseler Zeitung* la critique de Stephan : *L'État heinzenien*. L'auteur s'en est tenu, naturellement, au seul Heinzen, mais il aurait tout aussi bien pu s'en prendre à tout autre torchon littéraire d'Allemagne pour faire valoir, face au petit-bourgeois raisonneur et maugréant, le point de vue du travailleur réellement révolutionnaire. M. Heinzen ne connaît qu'une façon de répondre à Stephan : *l'assurer* d'entrée de jeu que son écrit est un bousillage ; là s'arrête la critique *objective*. Comme il ne connaît pas la personne de Stephan, il se tire d'embarras en le traitant de *gamin* et de *commis-voyageur*. Mais cela ne lui paraît pas encore suffisamment injurieux : pour finir, il le changera encore en agent de police. Combien, au demeurant, cette dernière accusation est fondée, on peut s'en rendre compte en sachant que la police française, probablement avec l'accord de M. Heinzen, a confisqué 100 exemplaires de la brochure de Stephan.

Après avoir donné à l'ouvrier Stephan, de la manière indiquée, une leçon de morale pratique, M. Heinzen l'apostrophe en ces termes d'honnête homme : « Pour ma part, quel que puisse être mon plaisir d'engager la discussion avec un ouvrier, je ne puis voir dans l'insolence un moyen de remplacer la compétence. » Les travailleurs allemands se sentiront honorés par la perspective de voir le *démocrate* Karl Heinzen engager avec eux la discussion, dès qu'ils se présenteront bien gentiment et en toute humilité devant le grand homme. M. Heinzen cherche à dissimuler son incompétence vis-à-vis de M. Stephan par l'insolence de son attaque.

K. M.